

Winston S. Churchill, Triomphe et tragédie

Légende: Dans ses Mémoires, Winston Churchill se souvient de la Conférence de Yalta, en février 1945, et des discours sur le sort à réserver à l'Allemagne après la fin de la guerre.

Source: CHURCHILL, Winston S. Triomphe et tragédie. Volume VI: Le rideau de fer, 4 février 1945 - 26 juillet 1945. Paris: Plon, 1954. 451 p. (Mémoires sur la Deuxième Guerre mondiale). p. 4-9.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/winston_s_churchill_triomphe_et_tragedie-fr-f6ef178a-47ea-4c8d-a476-0bddb9586b59.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Winston S. Churchill, *Triomphe et tragédie*

[...]

La première réunion plénière de la conférence commença le 5 février à 16 h. 15. Nous nous retrouvâmes au palais de Livadia et prîmes place autour d'une table ronde. Nous étions 23 au total, avec les trois interprètes. Staline et Molotov étaient accompagnés par Vychinski, Maïsky, Gousev, ambassadeur russe à Londres, et Gromyko, ambassadeur russe à Washington. Pavlov traduisait. La délégation américaine, dirigée par le président Roosevelt et M. Stettinius, comprenait l'amiral Leahy, Byrnes, Harriman, Hopkins, Matthews, directeur des affaires d'Europe au State Department et Bohlen, assistant spécial au State Department, qui servait également d'interprète. Eden était assis à côté de moi et mon groupe comprenait sir Alexander Cadogan, sir Edward Bridges, ainsi que sir Archibald Clark Kerr, notre ambassadeur à Moscou. Le commandant Birse traduisait pour nous comme il l'avait toujours fait depuis ma première rencontre avec Staline au Kremlin, en 1942.

La discussion aborda en premier lieu l'avenir de l'Allemagne.

[...]

Staline demanda alors dans quelles conditions l'Allemagne devait être démembrée. Aurions-nous un gouvernement, plusieurs, ou simplement quelque forme d'administration ? Si Hitler capitulait sans condition, maintiendrions-nous son gouvernement, ou refuserions-nous de traiter avec lui ? A Téhéran, M. Roosevelt avait proposé de partager l'Allemagne en cinq, et il avait été de son avis. Quant à moi, par contre, j'avais hésité et formulé le désir de la scinder en deux seulement, c'est-à-dire Prusse et Autriche-Bavière, la Ruhr et la Westphalie étant placées sous contrôle international. Il déclara que le moment était venu de prendre une décision bien nette.

Je lui dis que nous étions tous d'accord pour que l'Allemagne fût démembrée, mais que la réalisation pratique était beaucoup trop compliquée pour être réglée en cinq ou six jours. Il fallait procéder à une étude très poussée de tous les éléments historiques, ethnographiques et économiques et les soumettre à l'examen prolongé d'une commission spéciale qui reprendrait les diverses propositions et formulerait son avis sur chacune d'elles. Il y avait tant de choses à considérer. Que faire de la Prusse ? Quels territoires attribuer à la Pologne et à l'U.R.S.S. ? Qui exercerait le contrôle de la vallée du Rhin, des grandes zones industrielles de la Ruhr et de la Sarre ? C'étaient là des questions qui réclamaient une étude approfondie et le gouvernement de Sa Majesté désirait examiner très attentivement la position de ses deux grands alliés. Il fallait constituer immédiatement un organisme pour examiner ces questions et attendre d'avoir son rapport pour prendre une décision définitive.

Puis je me tournai vers l'avenir. Si Hitler ou Himmler se présentaient pour offrir une reddition sans condition, nous étions évidemment obligés de répondre que nous ne négocierions avec aucun des criminels de guerre. Si les Allemands n'avaient personne d'autre à présenter, il faudrait poursuivre les hostilités. Il était plus probable cependant que Hitler et ses associés seraient tués, ou disparaîtraient et que ce serait un autre groupe qui nous proposerait une capitulation sans condition. Si cela se produisait, les trois grandes puissances devraient se consulter sans délai pour décider s'ils valaient ou non la peine que l'on traitât avec eux. Dans le premier cas, on leur présenterait les clauses qui avaient déjà été préparées ; dans le second cas, les opérations continueraient et le pays tout entier serait placé sous l'autorité d'un gouvernement militaire très strict.

M. Roosevelt proposa de demander à nos ministres des Affaires étrangères de dresser dans les vingt-quatre heures un plan pour l'étude de la question et dans un délai d'un mois, un autre plan relatif au démembrement. La question en demeura là provisoirement.

D'autres problèmes furent discutés, mais non réglés. Le Président demanda s'il fallait donner une zone d'occupation en Allemagne aux Français. Nous décidâmes d'un commun accord qu'il fallait très certainement le faire, en la prélevant sur les zones britannique et américaine. Les ministres des Affaires

étrangères furent chargés d'examiner la façon dont cette zone serait contrôlée.

A la demande de Staline, M. Maïsky exposa alors un projet russe visant à faire payer des réparations par l'Allemagne et à démanteler son industrie des armements. Je fis observer que l'expérience de la dernière guerre avait été fort décevante et que je ne croyais pas possible de tirer de l'Allemagne une somme qui approchât de celle que M. Maïsky proposait de faire donner à la seule Russie. La Grande-Bretagne aussi avait énormément souffert ; beaucoup d'édifices y avaient été détruits ; nous nous étions dessaisis d'une grande partie de nos avoirs à l'étranger et nous trouvions en face du problème qui consistait à accroître suffisamment nos exportations pour payer les vivres que nous étions obligés d'importer. Je doutais fort que ces fardeaux pussent être sensiblement allégés par des réparations allemandes. D'autres pays avaient également souffert et il faudrait en tenir compte. Qu'arriverait-il si l'Allemagne était réduite à la famine ? Avions-nous l'intention de la regarder sans rien faire, en disant qu'elle l'avait bien mérité, ou bien au contraire de la ravitailler et dans ce cas, qui paierait ? Staline déclara que de toute façon ces problèmes se poseraient et je lui rétorquai que si l'on voulait faire tirer sa voiture par un cheval, il fallait bien donner du foin à l'animal. Nous finîmes par tomber d'accord pour que la proposition russe fût examinée par une commission spéciale, qui siègerait secrètement à Moscou.

Nous convînmes alors de nous rencontrer le lendemain et d'aborder les deux sujets qui devaient dominer les discussions suivantes : le plan de Dumbarton Oaks au sujet de la sécurité mondiale et la Pologne.

Au cours de cette première séance, M. Roosevelt avait fait une déclaration capitale. Il avait dit que les États-Unis prendraient toutes les mesures raisonnables pour sauvegarder la paix, mais pas au prix du maintien d'une nombreuse armée en Europe, à 5 000 kilomètres de ses foyers. L'occupation américaine se limiterait donc à une période de deux ans. De formidables questions se présentèrent aussitôt à mon esprit. Si les Américains évacuaient l'Europe, la Grande-Bretagne devrait occuper à elle seule toute la partie occidentale de l'Allemagne. Une telle besogne dépasserait de très loin nos possibilités.

Aussi, au début de notre seconde réunion, le 6 février, insistai-je fortement pour que les Français nous aidassent à supporter un tel fardeau. Donner une zone d'occupation à la France ne suffisait certes pas à résoudre le problème. L'Allemagne se relèverait sans aucun doute et si les Américains pouvaient toujours rentrer chez eux, les Français étaient obligés de vivre porte à porte avec elle. Une France puissante était d'une importance vitale, non seulement pour l'Europe, mais pour la Grande-Bretagne. Elle se trouvait seule en mesure d'interdire l'accès de sa côte de la Manche, d'où pouvaient partir des fusées du genre V-2 et de mettre sur pied une armée assez forte pour contenir les Allemands.

[...]